

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Le-Style-K-sur-mesure-pour-les-petroliers-etrangeurs-Jusqu-a-preuve-du-contre>

Argentine : Le "Style K" sur mesure pour les pétroliers étrangers". Jusqu'a preuve du contraire

- Argentine - Économie - Privatisées -
Date de mise en ligne : mardi 6 avril 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Avec la fin du carnaval, les « murgueros » (participants) enlèvent les masques, mais pour le président Néstor Kirchner le masque avec lequel il cachait sa défense extrême des multinationales de pétrole, est tombé. Le « Style K » n'est désormais ni plus, ni moins, que celui garantissant aux sociétés pétrolières d'importants bénéfices, les libérant de ramener 70 % des bénéfices des exportations ; répondant à toutes leurs demandes d'augmentations de tarifs ; les favorisant en ne parlant pas d'elles lors de la révision des contrats des privatisées, et rendant possible l'exploitation sauvage des ressources naturelles.<

Lentement les masques tombent. Aujourd'hui encore le chant des sirènes continue à obnubiler le peuple, qui a du mal à sortir de sa fascination, bien que soit chaque fois plus clair l'objectif que vise le gouvernement Kirchner. Le "Style K" n'est rien d'autre désormais que la défense des capitaux multinationaux du pétrole, qui surgissent comme les principaux bénéficiaires d'une administration qui semble tenir ferme son rôle d'administratrice des exploitants de l'or noir.

La dernière information qui cautionne la relation "charnelle" [\[1\]](#) entre Kirchner et les compagnies pétrolières est l'augmentation récente du prix du gaz et de l'électricité, bien que cela soit seulement le sommet d'un iceberg qui reste caché pour l'ensemble de la population. Mais à cette situation, il faut ajouter les magnifiques bénéfices obtenus par les multinationales du pétrole, qui n'ont pas rapatrié sur le marché interne argentin 70 % des dividendes obtenus à l'exportation.

Cependant, même si le gouvernement s'égosille à essayer d'argumenter que les augmentations ne concerneront pas les secteurs de moindres ressources, personne peut assurer que les augmentations du prix du gaz et l'électricité ne se répercuteront pas en augmentations pour les consommateurs, et on parle déjà de transférer ces augmentations vers les prix des produits de consommation. Les variations dans les prix du gaz à la sortie des puits, étaient une des revendications les plus insistantes des multinationales, qui ont été écoutées de nouveau lors du dernier voyage de Kirchner en Espagne. Le journal Clarin dans son édition du 29 janvier 2004 publie : " On connaît depuis longtemps (Kirchner et Cortina) et les secousses de la crise avec Kirchner métamorphosé en Président les a rendues assidues. Repsol est la plus grande société de l'Argentine en terme de chiffre d'affaires et d'exportations. C'est le principal contribuable ... Bien cela ne soit pas admis publiquement (Cortina), il a aussi demandé de monter le prix du gaz à la sortie du puits, de 0,60 dollars pour million BTU à 1,50 dollars, prix qui s'exerce dans la scène internationale, selon un témoin de la réunion... A la sortie de la résidence de l'ambassadeur argentin, Cortina fut succinct dans les déclarations. Il a nié qu'il devait parler de tarifs puisqu'il n'est pas distributeur et il a commenté qu'il avait discuté avec le Président de ' la possibilité d'augmenter les réserves du gaz en vue à l'avenir ".

Après la réunion avec le Président de Repsol-YPF, Alfonso Cortina et le roi de l'Espagne, une semaine après son retour, le gouvernement a annoncé des augmentations tarifaires qui ont été reçues en grande pompe par ceux qui ont même menacé de réduire les investissements ou de partir du pays.

L'augmentation du prix du Gaz Comprimé Naturel (GNC) se transforme en une des seules choses manquantes où les sociétés de pétrole désiraient une augmentation. Après l'envolée des prix de 2002, de l'essence et du gas-oil, beaucoup de transporteurs (transport légers, frets, taxis) et des automobilistes particuliers se sont convertis au produit GNC à cause de son bas prix. Maintenant eux aussi sentiront le poids des compagnies pétrolières sur leurs épaules. Ces mêmes sociétés qui comptent sur l'accord des gouvernements pour augmenter le prix des carburants selon que monte le prix international du pétrole ou du dollar, ne les baissent pas quand ces données reculent.

Argentine : Le "Style K" sur mesure pour les pétroliers étrangers". Jusqu'a preuve du contraire

Une étude du Centre Régional des Études Économiques de la Patagonie Centrale (www.creepace.com.ar) analyse pendant 2001-2002, l'augmentation du prix des carburants à Commodore Rivadavia et le reste de la Patagonie par rapport aux fluctuations qui avaient lieu pendant la même période dans le prix du brut international (WTI) et le dollar américain.

Un autre élément essentiel à prendre en compte est l'inexistante pression vers les multinationales afin qu'elles investissent dans l'exploration, ainsi de cette manière on leur a permis d'extraire des grandes quantités de brut, sans effectuer de recherche sur de nouvelles réserves, alors que le brut est vendu à un prix élevé au niveau international, tandis que son coût d'extraction est vraiment bas ne dépassant pas la fourchette de 4 à 7 dollars (Voir plus bas : « La perte de ressources naturelles stratégiques ou le chemin vers le tombeau »).

Le privatisateur

Les grands discours très bruyants de Kirchner contre les privatisées sonnent profondément faux avec la situation du secteur des hydrocarbures. Après avoir présenté "les examens" des contrats des prestataires des services publics, jouer au chat et à la souris avec les concessionnaires de « Correos Argentinos » (La Poste argentine), il n'a sur le thème du pétrole et du gaz, absolument rien fait, on ne dirait même pas qu'il s'agit d'un secteur privatisé et tout porte à croire que rien de bon va arriver.

Un des seuls faits concrets qui semblait intéressant dans la relation de l'État avec les privatisées était l'appel fait à des enquêteurs de FLACSO pour l'élaboration d'un projet cadre en vue de la renégociation avec les sociétés de capitaux privés. Ceci s'est métamorphosé en un nouveau fiasco du "Style K" puisque des sources fiables ont confirmé qu'en effet tout semble être un écran pour blanchir un projet déjà existant chez les forces gouvernementales. Comme s'il ce n'était pas suffisant, quand les membres de FLACSO ont reçu le retour du pré-projet corrigé par les fonctionnaires du gouvernement, ils se sont retrouvés avec la suppression du chapitre consacré au secteur pétrolier.

En réalité, Kirchner ne fait désormais que maintenir la conception ménémiste des ressources naturelles comme des marchandises commerciales (matière première) et il est bien loin de les considérer comme des biens stratégiques pour l'Etat et le peuple argentin, sans parler de l'essai de promouvoir la création d'une société latino-américaine du pétrole, incluant entre autres Venezuela, Brésil, Equateur et Argentine comme l'a proposé le président vénézuélien Hugo Chávez.

Elle semble loin cette duperie de campagne de Kirchner quand il promettait : "le candidat au poste présidentiel pour le justicialisme, Néstor Kirchner, a insisté hier dans son discours d'étatisation et s'est déclaré en faveur de la création d'une société d'état du pétrole qui agisse "comme un témoin par rapport aux prix". Le gouverneur de Santa Cruz a fait comprendre que "plus qu'une société de production cela peut être une « société témoin » quant aux prix et qu'elle pourrait intervenir dans la commercialisation". [2]

Pour le membre du Groupe MORENO, Gustavo Calleja [3], la politique de l'administration actuelle est plus que claire. "La présence d'un maximum d'exécutifs de Repsol-YPF et de Petrobras lors des cérémonies de la prise du pouvoir par les nouvelles autorités et leurs entrées privilégiées à la présidence ne sont pas étrangères à la récente signature du Décret 456 - le transfert aux Provinces de zones non exploitées - ni aux manifestations présidentielles qui, déforment clairement les dispositions constitutionnelles et invoquent un fédéralisme faux et exacerbé, plaidant pour l'instauration d'une nouvelle Loi d'Hydrocarbures", a-t-il souligné.

Le rôle joué par Kirchner est la suite de la politique de transition établie par l'ex-président, Eduardo Duhalde, qui a pris un État en flammes, cassé, violé, en faillite avec une population se dirigeant vers une révolution

insurrectionnelle. Au milieu d'un tournant historique et tandis que les gens revendiquaient dans les rues des changements radicaux et un "qu'ils s'en aillent tous", ce fut justement Duhalde celui qui a béni les multinationales pétrolières durant sa courte gestion et de cette manière là qui a fait le lien avec les politiques pro multinationales de la dernière décennie.

Pour comprendre en partie ce qui arrive aujourd'hui entre le Président et les sociétés étrangères du pétrole, il est nécessaire de revenir en arrière au début des années 90, quand le gouverneur de l'époque de Santa Cruz, Néstor Kirchner, fut un des grands promoteurs du processus de privatisation et s'est métamorphosé en un acteur clef de la livraison de YPF (Yacimiento Petrolíferos Fiscales) aux multinationales privées. Sa volonté à privatiser s'est aussi reflétée dans la livraison à des mains privées du bassin de charbon du Rio Turbio qui a du finalement être re-étatisé après des grandes magouilles et au prix d'un quasi dépeçage de la société qui avait été créée dans les années 40.

Le 24 septembre 1992, le Congrès de la Nation a voté la loi 24.145 qui a privatisé la première Compagnie Pétrolière d'Etat connue en Amérique latine, mais pour l'obtenir, il a eu besoin de la présence d'un député national de Santa Cruz. Selon Calleja, l'ex-député radical Raúl Baglini a expliqué que le député justicialiste d'alors Rafael Flores était dans sa province natale, convalescent avec un pied dans le plâtre, mais le gouverneur Kirchner a mis à sa disposition l'avion du Gouvernement provincial afin que celui-ci puisse être présent à la session. Le quorum a ainsi été atteint- on raconte qu'en s'asseyant à sa place et avec sa jambe dans le plâtre occupant le banc voisin, il marquait ainsi une double présence - et c'est comme cela qu'a été votée une des lois les plus pernicieuses qui a abouti avec la fin de l' YPF de l'Etat.

Après cela, l'ex-gouverneur de Santa Cruz a encaissé pour les caisses provinciales une somme de plusieurs millions de pesos (plus de 500 millions de dollars) pour le paiement des droits des royalties mal liquidés par l'État national, qu'il a finement déposée dans des comptes bancaires à l'étranger et comme cela, a évité le "corralito" bancaire de 2001. En plus, ces revenus ont permis d'établir une espèce province féodale où s'est développée une grande dépendance vis-à-vis de l'emploi public et par conséquent un fort clientélisme politique.

Bénéfices exportables

Un autre élément montre avec force qui sont les grands bénéficiaires du modèle économique politique régnant du moment - ce sont les volumineux bénéficiaires qu'ont obtenu grâce la dévaluation les secteurs exportateurs et particulièrement celui du pétrole. En plus, il est nécessaire d'ajouter les bénéfices accordés par les administrations Duhalde et Kirchner pour leur permettre de conserver à l'étranger 70 % des dividendes obtenus par les exportations au lieu de les réinvestir dans le pays.

L'administration de transition de Duhalde a introduit, en janvier 2002, les prélèvements aux exportations à travers la Loi 25.561 qui : a taxé les exportations d'hydrocarbures et leurs dérivés ; a annulé l'indexation de tarifs sur la base des index des Etats-Unis et les a pésifiés ; a introduit l'examen total des contrats tirés des privatisations, entre autres sujets. Après la mise en marche de ces prélèvements aux exportations, les gouverneurs des provinces productrices de pétrole et de gaz ont commencé à monter un collectif d'opposition aux quels se sont ajoutés les syndicalistes, qui ont fini en protagonistes du mouvement, fait presque inédit dans l'histoire du mouvement des travailleurs. Les grands opérateurs multinationaux ont stimulé la protestation contre la détermination du Gouvernement national, soutenant que la mesure produirait une réduction d'investissements et une grande vague des licenciements. De cette manière, la mobilisation fut coordonnée dans plusieurs points du pays.

Ces actes, y compris les barrages sur les routes, ont été menés par des hommes d'affaires, des syndicalistes, des travailleurs et jusqu'aux fonctionnaires politiques des villes du sud de Chubut et de la zone du Nord de la province de Santa Cruz, dans la région appelée la « Cuenca del Golfo de San Jorge ». Les hommes d'affaires ont eu comme orateur « piquetero » le manager des opérations de Repsol-YPF de la « Cuenca » et ce fut lui qui a donné l'ordre de

Argentine : Le "Style K" sur mesure pour les pétroliers étrangers". Jusqu'a preuve du contraire

couper les routes. Les leaders de l'Union des Pétroliers Privés de Chubut a tenu un rôle fondamental dans la mobilisation des ouvriers afin qu'ils défendent les intérêts de ceux qu'ils les exploitent en les menaçant du chômage.

En reprenant la question des prélèvements à l'exportation, le spécialiste de la question pétrolière et membre de MORENO, Félix Herrero, explique : « Dans le cas de la dévaluation actuelle, si le dollar devait être fixé à 3 pesos (avec une réévaluation du dollar de 200 % et une dévaluation de notre peso de 66 %) et si on voulait faire un prélèvement semblable à celui de 1967, le prélèvement actuel sur les hydrocarbures devrait atteindre les 40 %. C'est pour cela que plusieurs analystes ont pensé en janvier dernier que le prélèvement établi dans le règlement de la Loi de Emergencia (Secours) s'avérait être exigü. [4] Pour Herrero, le lobby du pétrole a réussi à imposer sa volonté à travers les législations ménémistes, aliancistes, duhaldistes et kirchneristes, et a réalisé un rêve : des prélèvements bas aux exportations et en même temps des baisses sur l'impôt aux carburants.

Une bonne partie des excellents résultats financiers obtenus par les entreprises du pétrole les dernières années sont dues aux exportations, domaine où la dévaluation les a favorisés de manière plus que significative. Comme on peut le voir dans le tableau plus bas, après la rupture de la Convertibilité, les biens exportés liés aux hydrocarbures se sont vus largement favorisés.

Exportations en pesos du secteur des hydrocarbures

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-165.jpg>] **Source** : Elaboration propre sur la base du Système SESCO du Secrétariat d'Énergie de la Nation.

La bonté avec laquelle on a traité la dévaluation pour le secteur des hydrocarbures à l'exportation peut s'apprécier en comparant les valeurs en pesos avec les volumes en mètres cubes exportés. Ainsi on constate que tandis qu'en 2000 le total des hydrocarbures était de 4,6 milliards de mètres cubes, en 2001 ils ont augmenté à 6,2 milliards et en 2003 ils se sont élevés à 6,4 milliards. Une situation diamétralement opposée aux valeurs en pesos.

Volume d'exportations en mètres cubes :

---	2000	2001	2002	2003
Hydrocarbures	4.668.263.489	6.204.153.678	5.869.515.601	6.481.753.896
Pétrole	16.099.798	16.685.616	15.460.848	13.335.675
Gaz	4.646.921.691	6.180.275.115	5.846.336.570	6.460.531.300

Source : Elaboration propre sur la base du Système SESCO du Secrétariat d'Énergie de la Nation.

Dans le cas du pétrole, on pourrait vérifier une réalité semblable, même si on ne peut cesser de rappeler que les multinationales du pétrole non seulement ont profité de la dévaluation, mais aussi de l'augmentation que du prix international du brut qui est passé de 30,31 dollars le baril à 31,05 en 2003, étant descendu à 25,91 en 2001 et à 26,10 en 2002. De même que le coût de production d'un baril de brut en Argentine s'estime entre 4 et 7 dollars.

Pour finir, sur la question du gaz, les exportations ont progressé de façon soutenue passant de 4,6 milliards de mètres cubes en 2000 à presque 6,5 milliards de mètres cubes en 2003, ce qui a représenté une augmentation du 39 %.

La perte de ressources naturelles stratégiques ou le chemin vers le tombeau

Un des problèmes principaux qui apparaît à l'horizon proche de l'Argentine est la diminution notable des réserves d'hydrocarbures et les maigres perspectives qui apparaissent comme très complexes.

En plus, est très inquiétante la facilité avec laquelle une poignée d'entreprises pétrolières conduisent à leur guise l'exploitation du pétrole et du gaz national qu'on devrait les considérer comme un bien stratégique de coté de l'État et à partir de là imposer aux sociétés étrangères de règles jeu différentes.

Tandis que les plus grandes multinationales du secteur ont augmenté sans discrimination les niveaux de production, elles n'investissant pas suffisamment dans le domaine fondamental qu'est l'exploration et la recherche de nouvelles réserves, maintenant elles proposent de renégocier les contrats avec les provinces productrices d'hydrocarbures et leurs objectif est que les périodes se prolongent jusqu'à l'usurpation de la dernière goutte des nos ressources nationales.

Durant les journées portes ouvertes pour des journalistes organisées, en septembre de l'année dernière, par l'Institut argentin du Pétrole et du Gaz (IAPG) les directeurs des entreprise pétrolières ont confirmé la baisse des réserves du gaz et du pétrole, mais ils ont soutenu que l'absence d'investissements à risque est due à « l'absence de sécurité juridique ».

De façon ferme, le Président de la Chambre des Producteurs du pays, Oscar Vicente, a fait comprendre que « qu'il serait logique que les limites des contrats soient jusqu'a l'épuisement parce que les puits se comportent comme une personne. Quand on le découvre, à l'origine il produit bien, mais quand il devient vieux, il lui arrive la même chose qu'aux hommes. Tout ce qui lui est nécessaire coûte de l'argent, il répond beaucoup moins bien, et il y a beaucoup plus de dépenses pour extraire du pétrole ; alors il est logique que le docteur qui le connaît l'accompagne jusqu'au tombeau ». [5]

Alors qu'ils demandent à la province de Chubut [6] l'extension des contrats, les hommes d'affaires du pétrole réclament pour effectuer des investissements un contexte de sécurité juridique ; un changement du prix du gaz à la sortie des puits et des signaux bien précis du secteur politique.

En réalisant une analyse détaillée de ce qui est arrivé avec la production de pétrole et les réserves nationales durant ces 30 dernières années, il est possible de visualiser avec une clarté absolue que l'horizon des réserves a diminué en 6 ans. En 1973, les réserves étaient de 398,7 millions de mètres cubes et la production représentait 24,4 millions de mètres cubes, ce qui représentait un horizon de pétrole de 16,3 ans. Trois décennies plus tard, en 2002, les réserves officielles étaient de 448,4 millions de mètres cubes, augmentant de 12,5 % et la production a progressé de 79,1 % atteignant 43,7 millions de mètres cubes, diminuant l'horizon à 10,2 ans.

Ces tendances à l'augmentation de la production se sont manifestées à plusieurs moments de la dernière décennie, principalement dans la dernière période. En 1998 l'extraction nationale du pétrole augmente d'un vertigineux 101 % et les réserves à peine, si elles oscillent au tour de 9,8 %. Une situation semblable est enregistrée pendant la période 1998-2002, années durant lesquelles les multinationales du secteur se sont appropriées la totalité du marché hydrocarbures.

Évolution des réserves et la production du pétrole au niveau national

Argentine : Le "Style K" sur mesure pour les pétroliers étrangers". Jusqu'a preuve du contraire

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-166.jpg>] **Source** : Elaboration propre sur la base d'information des Annuaire d'YPF, les Bulletins de Carburants et le Secrétariat d'Énergie de la Nation.

Deux points montrent les dangers que signifie pour le pays la livraison totale et absolue aux mains des capitaux étrangers, ce sont les puits de pétrole faits pour l'exploitation et pour l'exploration.

Si on prend les forages faits en 1973 comme point de départ, il est possible de corroborer pendant les 30 dernières années qu'aucun effort a été fait depuis pour effectuer un important travail de recherche et dans la période 1998-2002 la situation est désormais devenue insoutenable.

Sur les investissements dans la recherche, on est passé d'un total de 142 puits en 1973 à 133 en 1983, 22 en 1998, 20 en 1999, 31 en 2000, seulement 7 en 2001, 19 en 2002 et 17 en 2003. Au contraire, concernant les puits d'exploitation, 264 ont été forés en 1973, 486 en 1983, 629 en 1998, 390 en 1999, 670 en 2000, 1068 en 2001, 823 en 2002 et 970 en 2003.

Sur les forages d'extraction, il est inévitable de mentionner qu'après la privatisation de YPF SA, un grand effort a été fait dans le forage de puits. La production maximum étant atteinte en 1995 avec 1287 puits.

Évolution des réserves et de la production du pétrole à niveau national

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-167.jpg>] **Source** : Elaboration propre sur la base d'information des Annuaire de YPF, les Bulletins de Carburants et le Secrétariat d'Énergie de la Nation.

Tandis que les compagnies étrangères pétrolières sucent nos sols d'une manière irrationnelle, l'état argentin, reste absent sur la mise en place de toutes sortes de règlements, de contrôles ou de changement des règles du jeu actuelles.

Tout mène à penser que la grande discussion à réaliser est liée à la continuité du libre marché ou l'instrumentation de l'étatisation. Comme exemple nous avons la lutte du peuple bolivien qui discute l'augmentation des droits des royalties des hydrocarbures de 18 à 50 % et les Uruguayens qui ont refusé à la fin de l'année dernière - pour la deuxième fois - que le destin de la compagnie de pétrole de l'état ANCAP soit privatisé. Le gouvernement Kirchner pourrait présenter quelques modifications qui puissent au moins préserver dans le temps les ressources naturelles.

En Argentine, les royalties des hydrocarbures sont de 12 % et ils sont devenus le plus bas au monde, sans oublier qu'aucun pays n'a livré le contrôle des prix des carburants comme ce fut le cas ici, en Argentine. En contrepartie, ceux qui font vraiment pression pour réduire à 5 % les royalties, comme l'ex-secrétaire d'Énergie Daniel Montamatt, pourrait proposer un arrangement de royalties « optimal » ce qui signifierait que les sociétés productrices paieront des royalties selon les niveaux d'extraction et l'établissement des réserves qu'elles mêmes effectuent.

Coups de bâtons pour des intérêts étrangers

Une des facettes les plus pernicieuses du "Style K" est donné par ses intentions clairement répressives contre les secteurs sociaux, particulièrement les « piqueteros », qui ont manifesté pour faire face aux multinationales de pétrole dans différents points du pays.

Cela, au-delà de l'expérience vécue dans plusieurs endroits du pays, peut se vérifier clairement dans les villes

Argentine : Le "Style K" sur mesure pour les pétroliers étrangers". Jusqu'a preuve du contraire

saltegnas du Général Mosconi et Tartagal. Chaque fois que des ouvriers au chômage sont partis revendiquer des conditions de travail dignes, le gouvernement provincial salteño - avec l'aval incontestable de la Casa Rosada (Gouvernement Fédéral) - a brutalement réprimé ces gens, mené une réelle chasse aux sorcières et a emprisonné les manifestants, pour la défense des multinationales du pétrole. Il est aussi valable de dire que cette situation n'est pas le patrimoine exclusif de Kirchner, mais une attitude partagée des gouvernements de Duhalde, de la Rúa-Alvarez et Menem, pour mémoire il faut seulement se souvenir de l'ouvrier assassiné, Aníbal Verón.

Depuis que « K » est arrivé au pouvoir, il y eu deux grandes mobilisations de chômeurs et des ex-ouvriers d'YPF qui revendiquaient le paiement des actions que le l'ex compagnie du pétrole de l'Etat leur doit depuis la privatisation. Les ouvriers ont compris que pour être écoutés, ils doivent frapper au coeur même du capitalisme et c'est pour quoi lors de chaque revendication, ils cherchent à interrompre la production de gaz.

La dernière manifestation menée par les membres de l'Union des Chômeurs et des Ouvriers (UTD) visait exactement le quartier général de Tecpetrol (appartenant à Techint) et Pluspetrol (de Repsol).

L'avocat de Tecpetrol a introduit une demande en justice contre les membres de l'UTD. Dix d'entre eux ont été arrêtés, torturés, et ont été emprisonnés 50 jours, mais ils ont été libérés sous la pression populaire. Tecpetrol a aussi fait du chantage au gouvernement et à la population, menaçant de se retirer du bassin. Il est important de savoir que si s'applique la législation que l'ALCA promeut, ces actions pourront être jugées par des cours des Etats-Unis pour assurer les intérêts des pétroliers. [7].

Voilà que la tentacule du « Style K » vient armée d'une manière répressive dans une des contrées du pays qui a été durement frappée, comme dans tant d'autres bassins du pétrole, par la privatisation de YPF. « K » n'a pas hésité à soutenir les répressions et l'emprisonnement des leaders sociaux pour ainsi être capable de défendre les intérêts multinationaux de ceux qui pillent les richesses du sous-sol argentin.

Marcelo García, est membre du programme radial "El Cielo por asalto" de Commodore Rivadavia et enquêteur du Centre Régional des Études Économiques de la Patagonie Centrale.

Buenos Aires, 6 avril 2004

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi

[1] Expression de Menem en relation avec se rapports avec les Etats Unis. Note de El Correo

[2] Pris du sommaire informatif du « Pregón Energético 445 » du 12 février 2003, mentionnant au journal BAE.

[3] Gustavo Adolfo Calleja forme un groupe avec Félix Herrero, Pino Solanas et d'autres du « Mouvement appelé au Rétablissement de l'Énergie Nationale Orientadora » (MORENO) et en plus de cela il eu la charge du Sous-secrétariat de Carburants pendant le gouvernement de Raúl Alfonsín.

[4] Note publiée en juin 2002 dans le magazine la Línea sous le nom « Les monopoles du pétrole ont été imposés ».

[5] Journal "El Patagonico" de la ville de Comodoro Rivadavia, le 18 septembre 2003.

Argentine : Le "Style K" sur mesure pour les pétroliers étrangers". Jusqu'a preuve du contraire

[6] Selon les rapports élaborés par le CREEPACE l'exploitation du pétrole dans le Chubut a connu des augmentations bien connues depuis la dévaluation, a atteint des niveaux record d'extraction du pétrole et s'est métamorphosé en la province qui en pourcentage a le plus augmenté la production du pétrole. Plus d'informations dans <http://www.creepace.com.ar>

[7] Voir la note publiée par Claudia Korol dans [Rebellion](#) nommée « l'ALCA regardé depuis « Général Mosconi », qui était une partie (le rapport) de l'intervention du groupe "Résistance Culturelle et l'identité", dans l'III Rencontre Hemispherical contre l'ALCA).